

BREVES DE COPENHAGUE

Jour 1 – 07 décembre 2009 : Incertitudes

Par Marie Chéron



La 15^e Conférence des Nations Unies (COP) sur le changement climatique s'est ouverte hier lundi à Copenhague. Elle se clôturera le 18 ou 19 décembre. D'ici là, les négociations doivent progresser pour qu'un accord soit trouvé tant sur les réductions d'émissions que sur le soutien financier et technologique aux pays en développement... Cet accord devra respecter les principes de Rio : responsabilité et équité. Mais, alors que « le monde a les yeux rivés sur Copenhague », alors que tout cela semble « trop énorme pour échouer », les incertitudes dominent.

Une centaine de chefs d'Etats et de gouvernements sont attendus en fin de semaine prochaine. Mais dès le premier jour, le Bella Center est animé : représentants des Etats, de la société civile, des organisations intergouvernementales, des collectivités, médias... Les files d'attente se forment à l'entrée, les droits d'entrée aux plénières se restreignent.

Pendant ces deux semaines, il va s'agir d'être à la hauteur des attentes. Les deux groupes de négociation, pour le protocole de Kyoto d'une part, et pour l'action concertée de long terme de la Convention, ont engagé le travail hier lundi 7 décembre. Au bilan de la première journée : un ordre du jour chargé, des positions qui stagnent.



Quelle ambition pour l'action concertée de long terme?

La communauté internationale doit se montrer ambitieuse, tant en termes d'atténuation que d'adaptation.

A ce jour les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés pour l'après 2012 sont trop faibles... Les obligations de réduction d'émission fixées par le Protocole de Kyoto pour la première période, sont certes insuffisantes, mais non tenues par les pays dits de l'Annexe 1. Pour rappel, pour avoir une chance de limiter le réchauffement planétaire à 2°C, le GIEC demande aux pays industrialisés de réduire leurs émissions de GES de 25 à 40% d'ici 2020. Actuellement, l'engagement de ces pays se situe entre 16 et 23% de réduction

d'émission à horizon 2020, et seulement 17% pour les Etats-Unis, et ce par rapport à 2005 et non 1990. Le compte n'y est pas. Les positions doivent évoluer.

Un accord contraignant est nécessaire pour le post 2012, afin de s'engager dans une action collective prévisible et équitable. Les pays en développement, qui s'apprêtent eux aussi à s'engager dans des stratégies d'atténuation, attendent des garanties en ce sens. Un accord sans contrainte ne constituera pas une réponse à la hauteur des enjeux.

Autre point fort d'achoppement : le financement. Les pays en développement réclament un accord équitable, inclusif et efficace.

110 milliards d'euros de fonds publics par an d'ici 2020 sont nécessaires pour aider les pays en développement. L'ensemble des pays doit contribuer, chacun en fonction de ses capacités. Et encore une fois le compte n'y est pas pour la période qui suit.



Un consensus (États-Unis compris) semble se créer sur un apport de 10 milliards de dollars pour les actions « précoces » dans les pays en développement d'ici 2012. Ce pourrait être une avancée des négociations. Mais cela ne suffira pas : les engagements de long terme sont nécessaires, pour une action structurante en faveur d'un développement durable.

Quels seront les moyens de la transformation ?

La mise en place d'outils efficaces, de nouveaux mécanismes de coopération et d'arrangements institutionnels est nécessaire pour motiver et orienter les sociétés vers des modèles de développement bas-carbone.

Pour cela, il faut envisager le long terme, et donc avoir une vision commune.

Hier, Jean-Louis Borloo, suivant ses récentes propositions, s'est engagé à ce que la France réduise de 30% ses émissions d'ici 2020, contre 20% actuellement. La fourchette haute de la position européenne. Il a par ailleurs insisté sur la nécessité d'engager les pays en développement sur la voie d'un développement sobre en carbone. Les PMA ont en effet trop peu profité des mécanismes de développement mis en place dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Reste à savoir si ce plaidoyer pour un accord responsable et équitable sera entendu au niveau européen et international.